

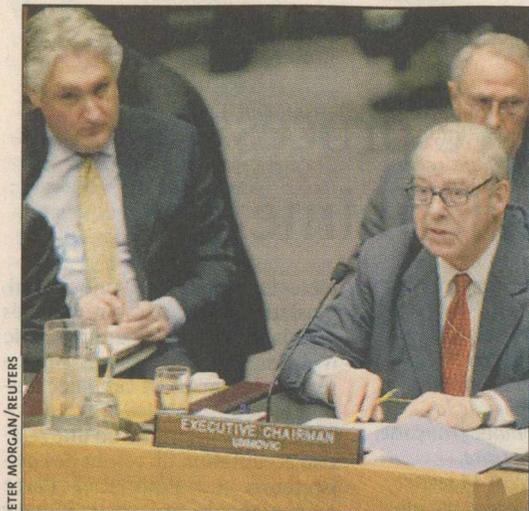
## LA CRISE IRAKIENNE LE DÉBAT À L'ONU

Le Conseil de sécurité  
n'est pas prêt à voter pour une action militaire

Circonstance très rare pendant les réunions de l'ONU : le ministre français a été applaudi

## NEW YORK

Le chef de la mission chargée du désarmement de l'Irak, Hans Blix (ci-contre), présente son rapport au quinze pays membres du Conseil de sécurité (ci-dessous, Colin Powell et le représentant irakien), vendredi 14 février à New York.



PETER MORGAN/REUTERS

NEW YORK (Nations unies)  
de notre correspondante

Il y a eu d'abord un applaudissement, que quelqu'un n'a pas pu réprimer, à la galerie supérieure, là où sont assis les diplomates de moindre rang et les personnels de l'ONU. Puis il a gagné les travées et, bientôt, une partie de l'audience, ministres exceptés, s'est prise à applaudir le discours du ministre français.

Etonnés de leur audace, les spectateurs se sont vite arrêtés et le président de séance, le ministre allemand Joschka Fischer, a repris la maîtrise du protocole : « Je remercie le ministre pour son discours. Et je donne la parole à son Excellence, M<sup>me</sup> Soledad Alvear Valenzuela, ministre des affaires étrangères du Chili. »

Dominique de Villepin venait de terminer son discours par un rappel aux principes : « Dans ce temple des Nations unies, nous sommes les gardiens d'un idéal. » Et, ajoutait-il dans une allusion translucide aux critiques américaines contre l'ingratitude française, « c'est un vieux pays, la France, d'un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, un pays qui a connu les guerres, l'occupation et la barbarie. Un vieux pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs. »

Les applaudissements sont rares au Conseil de sécurité. « Interdits », a même précisé M. Fischer. Les archivistes n'ont retrouvé qu'un précédent récent : un discours de Nelson Mandela. Interrogé sur ce qu'il pensait de cette démonstration, et sur l'éventuelle lecture « anti-américaine » qu'il en faisait, le secrétaire d'Etat Colin Powell a répondu que le ministre français et lui étaient « des amis ».

M. de Villepin, de son côté, s'est efforcé de temporiser. « Il n'y avait pas la même tension négative que la dernière fois », a raconté un ambassadeur.

## BILAN QUASI POSITIF

Pour sa troisième rencontre ministérielle en un mois avec ses collègues du Conseil, Colin Powell a donné l'impression d'être gagné

5 février, se prononcer en faveur d'inspections plus robustes, à condition de fixer une limite au processus ; l'ambassadeur de Guinée faire la même requête ; l'ambassadeur de Bulgarie se plaindre du manque de coopération de l'Irak, tout en jugeant en même temps intéressant le plan français. Sur quinze pays, onze ne semblaient toujours pas prêts à voter la

ment qu'un décret de Saddam Hussein – un décret adressé à qui ? – puisse changer en quoi que ce soit la situation ? » De part et d'autre, le ton s'est tout à coup détendu. On aurait dit un divorce à l'amiable. Jack Straw, qui, entendant le rapport de Blix, s'est mis lui aussi à réécrire son discours, a commencé par une plaisanterie, qui a suscité un éclat de rire général. « J'interviens aussi au nom d'un très vieux pays, a-t-il dit. Un pays fondé en 1066 par... les Français. » Il n'y a eu, après les interventions, qu'une brève séance de consultation.

Le Conseil ayant pris acte du blocage et de sa volonté de ne pas se déchirer, il n'y avait plus rien à dire et les couloirs de l'ONU se sont vidés. Là où on se fait d'ordinaire raconter les prises de position des uns et des autres, on ne recueillait plus que des anecdotes : la ministre espagnole, Ana Palacio, ayant signalé qu'elle était juriste, les participants s'étaient mis à faire état de leurs diplômes respectifs, et l'ex-soldat Colin Powell avait plaisanté au sujet de ses huit ou neuf « diplômes honoraires »...

La réunion restreinte du club des cinq permanents n'a même pas eu lieu. Les ministres chinois et russe étaient déjà partis. Bras dessus, bras dessous, Colin Powell et Jack Straw sont allés s'adresser aux non-permanents, qu'ils étaient censés convaincre, mais cette réunion-là aussi a tourné court. « On a déjà tout dit et ressassé. Les positions sont connues », soupirait un ambassadeur. M. Powell a indiqué qu'il allait « retourner à Washington » et « consulter le président ». Lui aussi a souligné son appartenance, sinon à un vieux pays, du moins à une « vieille démocratie ».

Corine Lesnes

## M. Powell : « J'ai écouté Dominique »

Parlant à la presse à l'issue de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, vendredi 14 février, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, s'est efforcé de temporiser dans le différend qui oppose les Etats-Unis et la France à propos de l'Irak. « Il y a beaucoup de choses sur lesquelles nous sommes d'accord et d'autres sur lesquelles nous avons des désaccords, comme c'est toujours possible lorsqu'on entretient une amitié depuis 225 ans », a-t-il dit. Le ministre français des affaires étrangères, Dominique de Villepin, a retrouvé un nom, et même un prénom, qu'il avait perdu dans la bouche du chef de la diplomatie américaine depuis sa charge du 20 janvier condamnant la marche des Etats-Unis vers la guerre avec l'Irak : « J'ai écouté attentivement ce qu'a dit Dominique », a souligné M. Powell. L'ex-général, qui avait accusé, mercredi, Paris et Berlin de chercher à « sauver la mise » au chef du régime irakien, Saddam Hussein, s'est abstenu, vendredi, de toute critique nominale envers la France, même si son argumentation reste, sur le fond très éloignée de celle de Paris.

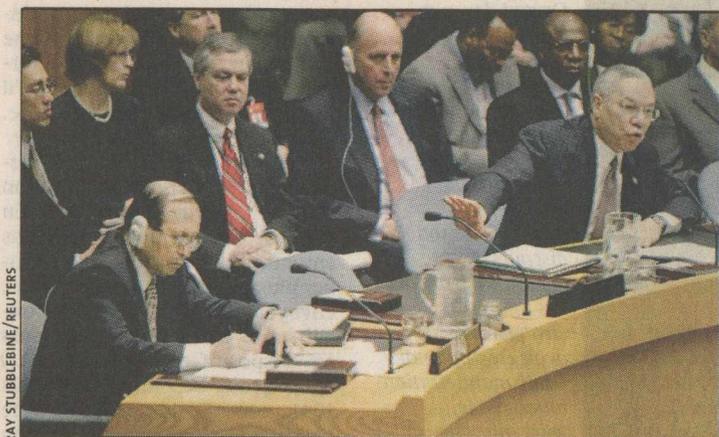
par le découragement. D'abord, il a entendu Hans Blix faire un bilan quasi positif des onze semaines d'inspections, alors que le 27 janvier il avait été des plus sévères pour les Irakiens. Le même Hans Blix a relativisé deux des pièces à conviction qu'il avait présentées contre l'Irak le 5 février. Et le diplomate suédois a dit tout le profit qu'il espérait tirer de certains aspects pratiques du plan français de renforcement des inspections.

M. Powell a entendu ensuite une bonne majorité du Conseil réclamer du temps pour laisser travailler les inspecteurs. Il a vu la ministre chilienne, que les Etats-Unis croyaient avoir ralliée le

guerre, ce qui n'augure pas d'un grand succès pour la résolution que Londres et Washington souhaitent déposer la semaine prochaine.

## DIVORCE À L'AMIABLE

Dans sa réponse, M. Powell a paru désabusé. Il s'est écarté de ses notes et il a demandé à ses collègues si l'un d'eux voyait vraiment un progrès dans le fait que les inspecteurs n'aient plus qu'un accompagnateur sur le dos, au lieu de cinq, dès qu'ils sortent de leur hôtel. Ou dans le décret pris le même jour par Bagdad interdisant les armes de destruction massive. « Est-ce que quelqu'un pense vrai-



RAY STUBBLEINE/REUTERS

## MELBOURNE

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé contre une éventuelle guerre en Irak, vendredi 14 février, dans la plus grande manifestation enregistrée en Australie depuis des dizaines d'années.



STUART MILLIGAN/AFP